

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARETZIA

13 rue Ferréol Prézelin
BP 68
44560 Paimbœuf

Références : N3-2024-1214
Code AIOT : 0006303452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement ARETZIA implanté 13 rue Ferréol Prézelin 44560 Paimbœuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARETZIA
- 13 rue Ferréol Prézelin 44560 Paimbœuf
- Code AIOT : 0006303452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ARETZIA exploite, sur le site de Paimbœuf, des installations de traitement de déchets dangereux liquides.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative et modifications des installations
- Risque incendie
- Rejets aqueux
- Action nationale PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications des installations	Code de l'environnement, articles L181-14 et R181-46	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Modification des installations - Traitement des déchets d'acides et de bases	Autre du 19/10/2021	Demande d'action corrective	1 mois
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
14	AN PFAS - Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
19	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 3-2-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
20	Surveillance de l'air intérieur	Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 3-4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 8-4-2	Sans objet
6	Extinction et Détection Incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
7	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 8-4-6	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie - Poteaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 8-7	Sans objet
9	Confinement des eaux en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 8-5-4	Sans objet
11	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/12/2023, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Surveillance des rejets d'eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, articles 4-3-9-2 et 4-4-2	Sans objet
13	AN PFAS - Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
15	AN PFAS - Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
16	AN PFAS - Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
17	AN PFAS - Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
18	AN PFAS - Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L181-14 et R181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L.181-32.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 20-10-2023 complété le 18-12-2023, l'exploitant a transmis un dossier de demande de modifications des installations portant sur la mise en place d'un procédé de fabrication de combustible liquide de substitution. Cette demande a fait l'objet d'un courrier de demande de compléments le 03-06-2024. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que les compléments sont en cours de constitution et seront transmis prochainement.</p> <p>Par ailleurs, dans le rapport d'activités pour l'année 2023, il est listé plusieurs modifications apportées aux installations ou envisagées (concernant, en particulier, le remplacement de plusieurs</p>

cuves de stockage). L'exploitant a également évoqué l'agrandissement du bassin biologique. Ces modifications n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit informer le préfet des modifications apportées aux installations en application de l'article R181-46-II du code de l'environnement, pour les modifications apportées ou envisagées aux installations en 2023 et 2024 (hors procédé de fabrication de combustible liquide de substitution).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Modification des installations - Traitement des déchets d'acides et de bases

Référence réglementaire : Courrier du 19/10/2021

Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations

Prescription contrôlée :

Courrier de donner acte d'une modification notable non substantielle du 19-10-2021 suite au dossier transmis le 26-03-2021 et complété le 29-06-2021

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'installation de prétraitement des déchets d'acides et de bases qui a été mise en service en décembre 2023.

La quantité de déchets actuellement traités dans cette installation est de l'ordre de 220 tonnes.

Chaque traitement entre acides et bases fait l'objet d'un test préalable en laboratoire avant sa mise en œuvre industrielle. Un test a eu pour conséquence une réaction de polymérisation.

Des sécurités sont prévues sur le niveau des cuves, la température et le ph de la réaction, le fonctionnement de l'agitateur ainsi que la température dans le laveur de gaz. L'exploitant a précisé que les sécurités et asservissements associés ont été testés lors de la mise en service.

Il a été rappelé qu'en application de l'article 9-3-6 de l'AP du 23-03-2020, un plan de surveillance des équipements doit être mis en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit formaliser les actions de vérification des sécurités et asservissements associés dans un plan de surveillance de l'installation. Par ailleurs, il précisera le retour d'expérience suite à l'action de polymérisation lors des tests préalables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

En complément du registre prévu à l'article L.541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'état des stocks des matières stockées dans l'établissement au 22-11-2024. Actuellement, l'état des stocks est établi hebdomadairement et est disponible en fin de semaine en format papier. Un outil informatique est en cours de développement et devrait permettre de disposer un état des stocks journalier dans les prochaines semaines.

Par ailleurs, certains termes utilisés dans l'état des stocks restent à préciser.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit finaliser, dans les meilleurs délais, l'outil informatique permettant de disposer de l'état des stocks dans les conditions fixées à l'article 10 de l'AM du 22-12-2023. Il précisera les dispositions prises en ce sens. Il clarifiera également les dénominations de certains déchets figurant dans ce document et y joindra un plan des stockages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. (...)

L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des extincteurs réalisé le 18-04-2024 ainsi que l'attestation Q4 correspondante. Ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 8-4-2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. (...)

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques du 26-03-2024 réalisé sur l'ensemble de l'établissement. 13 observations ont été relevées lors de ce

contrôle dont 2 figurent dans l'attestation Q18 qui conclut que "l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion".

L'exploitant a alors précisé les dispositions mises en œuvre pour prendre en compte les observations et a présenté un document du contrôleur du 13-05-2024 justifiant la levée des réserves émises.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le rapport de vérification initiale des installations électriques du 13-05-2024 pour les nouveaux bureaux ainsi que l'attestation Q18 associée. 3 observations sont émises dans le rapport mais ne sont pas reprises dans l'attestation Q18 qui conclut que "l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion". L'exploitant a précisé que les actions correctives pour prendre en compte ces observations ont été réalisées.

De plus, l'exploitant a présenté le rapport de vérification initiale des installations électriques du 13-05-2024 suite à la mise en service de l'installation de neutralisation ainsi que l'attestation Q18 associée. Aucune observation n'a été émise lors de ce contrôle.

Enfin, un contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge a été réalisé le 10-06-2024 ; aucune anomalie n'a été mise en évidence lors de ce contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Extinction et Détection Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. (...)

L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des dispositifs d'extinction automatique d'incendie réalisé le 28-06-2024 au niveau des 4 armoires électriques protégées par le système Trace Flam. Ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

En 2025, il envisage de protéger des armoires électriques complémentaires et de centraliser les informations de ces dispositifs au niveau d'un système de sécurité incendie.

L'exploitant a également précisé étudier la mise en place de dispositifs de détection automatique d'incendie de certains stockages et bâtiments, en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22-12-2023 qui sera applicable au 01-01-2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 8-4-6

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté ministériel du 04-10-2010.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a rappelé que l'analyse du risque foudre réalisée dans le cadre de la mise à jour du dossier de demande d'autorisation concluait à l'absence de nécessité de protéger les installations contre le risque foudre.

Depuis, des modifications ont été apportées aux installations ; en particulier, plusieurs cuves horizontales ont été remplacées par des cuves verticales. L'exploitant a donc précisé qu'il envisageait de mettre à jour l'analyse du risque foudre de l'établissement ainsi que l'étude technique associée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des modifications apportées aux installations ou envisagées, l'exploitant doit mettre à jour l'analyse du risque foudre de l'établissement ainsi que le cas échéant, l'étude technique associée. Il transmettra les documents dans le cadre du porter à connaissance associé au projet de fabrication de CLS.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Moyens de lutte contre l'incendie - Poteaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 8-7

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

Plus particulièrement, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...) d'un poteau d'incendie privé complété par un poteau d'incendie sur le domaine public pouvant délivrer au total 60 m³/h pendant 2 heures.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle du poteau d'incendie privé réalisé le 28-06-2024 et du poteau d'incendie public réalisé le 25-09-2020 justifiant de la disponibilité des débits requis. Ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Confinement des eaux en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 8-5-4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est assuré, outre les cuvettes de rétention, par le réseau d'eaux pluviales. Des vannes manuelles permettant ainsi aux effluents collectés par ce réseau d'être dirigés vers un bassin de confinement étanche et aveugle (B3) d'une capacité de 212 m³.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a précisé les dispositions à prendre pour diriger les eaux susceptibles d'être pollués vers le dispositif de confinement, en fonction du bassin versant concerné

(manœuvres de vannes manuelles). Un mode opératoire daté du 24-10-2024 a été mis en place. Une vérification des 7 vannes concernées a été réalisée le 30-05-2024 et n'a pas mis en évidence de dysfonctionnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera que les vannes testées soient mieux identifiées dans les compte-rendus d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. (...) Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, (...). Il comprend au minimum [Liste].
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de défense incendie de l'établissement établi à partir d'une trame nationale du groupe Chimirec. L'inspection des installations classées considère que les actions à réaliser par l'exploitant en cas d'incendie (en période ouvrée et en période non ouvrée) ne sont pas suffisamment identifiées dans les documents présentés : en particulier, appel et accueil des services de secours, coupure des utilités, mise en œuvre des dispositions de confinement des eaux, ...
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter le plan de défense incendie de l'établissement en identifiant clairement les actions à réaliser en cas d'incendie et par qui (en particulier, appel et accueil des services de secours, coupure des utilités, mise en œuvre des dispositions de confinement des eaux, ...). Il transmettra le plan complété aux services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°11 : Exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1 ^{er} juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le compte-rendu du dernier exercice de défense contre l'incendie réalisé le 28-10-2024. Ce compte-rendu n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à la mise en oeuvre des actions définies dans le compte-rendu d'exercice de défense contre l'incendie présenté suite aux constats réalisés (par exemple, suite à oubli de sectionner l'armoire électrique).

Type de suites proposées : Sans suite

N°12 : Surveillance des rejets d'eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, articles 4-3-9-2 et 4-4-2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 4-3-9-2 : Valeurs limites d'émission des rejets d'eaux industrielles

Article 4-4-2 : Périodicité de contrôle

Constats :

Les résultats des contrôles réalisés sur les rejets d'eaux industrielles sont transmis via l'application informatique GIDAF.

La consultation de ces résultats met en évidence les points suivants :

- le respect des périodicités de contrôle fixées à l'article 4-2-2 de l'AP du 23-03-2020 (la déclaration pour mars 2024 ayant été transmise suite à l'inspection) ;
- des dépassements en COT en juin (3 dépassements) et juillet 2024 (2 dépassements) suite à une saturation plus rapide du filtre à charbon actif pour lesquels l'exploitant a précisé renforcer le suivi du paramètre pour anticiper le remplacement du filtre ;
- des dépassements en Azote global en mars 2024 (5 dépassements) suite à des difficultés sur le traitement biologique ayant nécessité l'apport journalier de nouvelles bactéries pour traiter efficacement l'azote.

L'exploitant a également précisé que l'heure de début du rejet de la bâchée est programmée par les opérateurs en fonction de l'heure du début de la marée basse.

Enfin, l'exploitant a présenté le tableau de suivi permettant de s'assurer du respect des flux mensuels fixés à l'article 4-3-9-2 de l'AP du 23-03-2020 pour le COT, l'azote global et le phosphore.

Type de suites proposées : Sans suite

N°13 : AN PFAS - Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a précisé ne pas avoir identifié la présence de PFAS dans les déchets réceptionnés sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N°14 : AN PFAS - Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Des campagnes d'analyse ont été réalisées sur le rejet d'eaux industrielles en février, mars et avril 2024 sur l'AOF et les 20 PFAS listés aux points 1 et 2 de l'article 3 de l'AM du 20-06-2023. Par contre, les 8 PFAS listés au point 3 de l'article 3 de l'AM du 20-06-2023 n'ont pas été analysés. De plus, aucune analyse n'a été réalisée sur le rejet d'eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier les raisons pour lesquelles les 8 PFAS listés au point 3 de l'article 3 de l'AM du 20-06-2023 n'ont pas été analysés compte tenu de l'activité du site et de la diversité des déchets pouvant être accueillis. En l'absence de justification, l'exploitant doit faire réaliser de nouvelles analyses sur le rejet d'eaux industrielles. L'exploitant doit faire réaliser, dans les plus brefs délais, les 3 campagnes d'analyse des PFAS (a minima, les 28 composés listés) sur le rejet d'eaux pluviales du site. Il transmettra, à l'inspection des installations classées, le bon de commande justifiant la réalisation prochaine de ces analyses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°15 : AN PFAS - Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prélèvements et analyses ont été réalisés par le laboratoire IANESCO qui est accrédité COFRAC pour les 20 PFAS listés.
Type de suites proposées : Sans suite

N°16 : AN PFAS - Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

Les rejets sont réalisés par bâchée. Les rapports de contrôle précisent que les prélèvements ont été réalisés proportionnellement au débit pendant le rejet de la bâchée.

Type de suites proposées : Sans suite

N°17 : AN PFAS - Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/l est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/l est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/l, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Les limites de quantification fixées réglementairement, à savoir (2 µg/l pour l'AOF et 100 ng/l pour les 20 PFAS analysés), sont respectées.

Il n'a pas été détecté la présence de PFAS au-dessus de la limite de quantification lors des 3 campagnes de mesure réalisés sur les rejets d'eaux industrielles.

Type de suites proposées : Sans suite

N°18 : AN PFAS - Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats de ces campagnes d'analyse, via l'application informatique GIDAF, à l'inspection des installations classées, dans des délais corrects (2 campagnes sur 3 transmises avant le dernier jour du mois suivant chaque campagne).

Type de suites proposées : Sans suite

N°19 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 3-2-3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Pour l'autosurveillance des rejets dans l'atmosphère, les dispositions minimales suivantes sont mises en oeuvre :

[Tableau précisant, pour chaque filière, les paramètres à mesures et leur fréquence]

Constats :

Lors de la visite précédente, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques de l'établissement réalisé le 11-05-2023.

Lors de la visite, il a précisé que le contrôle des rejets atmosphériques prévu en 2024 a dû être reporté suite aux mauvaises conditions météorologiques le jour du contrôle et n'a pu être reprogrammé qu'en janvier 2025.

Il a donc été rappelé que ces contrôles doivent être réalisés annuellement et que si le contrôle 2024 est programmé début 2025, un autre contrôle devra être réalisé au cours de l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des rejets atmosphériques pour l'année 2024 qui a été reporté en janvier 2025. Il précisera les dispositions prises en cas de mise en évidence de non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°20 : Surveillance de l'air intérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2020, article 3-4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'air intérieur

Prescription contrôlée :

Compte-tenu de l'état des pollutions de la friche OCTEL, l'exploitant met en place des mesures de surveillance et le cas échéant, des mesures de gestion, conformément aux recommandations de l'ARS dans son avis du 08-02-2018 : (...) sur la qualité de l'air intérieur des bâtiments (substances à suivre a minima : COV, BTEX, AOX). La mise en place d'une ventilation des locaux est recommandée et/ou l'imperméabilisation des sols. La surveillance périodique de la qualité de l'air intérieur devra tenir compte des conditions extérieures (météo ; saisonnalité).

Constats :

Le dernier contrôle de la qualité de l'air intérieur dans les locaux administratifs réalisé en 2022 avait mis en évidence la présence de mercure gazeux, dont la concentration mesurée dépassait la valeur repère R1 retenue par l'INERIS pour l'évaluation des risques de l'air intérieur dans le cadre de la méthodologie de gestion des sites et sols pollués. De nouvelles mesures ont été réalisées suites aux travaux de rénovation des locaux administratifs finalisés en 2024. Lors de la visite, il a précisé la mesure réalisée en mai 2024 sur le mercure gazeux est inférieure à la valeur repère R1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, les rapports de surveillance de la qualité de l'air intérieur en 2024. Il précisera les moyens techniques mis en place lors de ces travaux pour "couper" les voies de transfert des polluants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois